|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - 1/2 | FÉVRIER 2018 |
| Menacé·e·s par des paramilitaires |
| cOLOMBIE |
| Communauté de paix de San José de Apartadó |

|  |
| --- |
| La *Communauté de paix de San José de Apartadó* est composée de personnes qui vivent dans plusieurs hameaux de la municipalité d'Apartadó, dans le nord-ouest de la Colombie, et qui défendent leur droit de ne pas être entraînées dans le conflit armé. Elles refusent de porter les armes et de fournir des renseignements ou un soutien logistique à aucune des parties au conflit. En retour, elles demandent que celles-ci ne viennent pas dans leur village et respectent leur décision de ne pas participer aux hostilités ni collaborer avec aucune d’elles.Depuis la création de cette communauté de paix, le 23 mars 1997, plus de 200 de ses membres ont été tué·e·s ou ont fait l’objet d’une disparition forcée, tandis que d’autres ont été victimes de menaces ou d’agressions sexuelles. Ces personnes sont constamment en danger. La majorité des homicides ont été perpétrés par des membres de groupes paramilitaires, qui agissent souvent avec le soutien ou le consentement de membres des forces armées. Un grand nombre de civils n’appartenant pas à la communauté de paix, mais ayant des liens avec ses membres ou vivant dans la région, ont également été tué·e·s. Depuis la fin de l’année 2016, l’activité paramilitaire s’est accrue, ce qui met en danger les membres de la communauté de paix et les habitant·e·s des environs. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez **écrire une lettre courtoise** en espagnol ou en français **au président de la Colombie**, en lui demandant de :* prendre de toute urgence des mesures pour protéger le droit à la vie et à l'intégrité physique de Gildardo Tuberquia, de l’ensemble des membres de la *Communauté de paix de San José de Apartadó* et des autres civils de la région qui ont indiqué avoir reçu des menaces;
* conduire dans les meilleurs délais une enquête impartiale sur l’agression de German Graciano Posso, en publier les résultats et déférer les responsables à la justice;
* prendre sans délai des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires et ouvrir des enquêtes sur leurs liens avec les forces de sécurité du gouvernement, conformément aux obligations internationales de la Colombie en matière de droits humains;
* respecter le principe de distinction des non-combattant·e·s dans le cadre d’un conflit armé, notamment pour les membres de la *Communauté de paix de San José de Apartadó* et les autres civils dans la région.
 |
|  |
| 🡪 Utilisez la formule d’appel: Estimado Señor Presidente, / Monsieur le Président, |
|  |
| 🡪 Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 3.** |

**Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre courtoise AU PRÉSIDENT | Copie À |
| Juan Manuel SantosPresidente de la RepúblicaPalacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26BogotáColombiaE-mail: contacto@presidencia.gov.co Twitter: @JuanManSantosFormule d’appel: Estimado Señor Presidente, / Monsieur le Président, | Ambassade de la République de ColombieZieglerstrasse 293007 BerneFax: 031 350 14 09E-mail: esuiza@cancilleria.gov.co  |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli -2/2 | FÉVRIER 2018 |
| Un photojournaliste risque la peine de mort |
| Égypte |
| Mahmoud Abu Zeid («Shawkan») |

|  |
| --- |
| Le photojournaliste Mahmoud Abu Zeid, connu sous le nom de «Shawkan», fait l’objet d’un procès car il a été témoin de la violente dispersion d’un sit-in au Caire. Cet homme est un prisonnier d’opinion et risque la peine de mort s’il est condamné.La police a arrêté ce photographe de presse indépendant le 14 août 2013 près de la place Rabaa al Adawiya, dans le quartier de Nasr City, au Caire, alors qu’il réalisait une mission pour l’agence photographique Demotix, basée à Londres. Il était sur place lorsque les forces de sécurité ont commencé à disperser violemment un sit-in organisé par des milliers de sympathisants du président égyptien déchu Mohamed Morsi.Le 11 août 2015, le parquet a déféré Shawkan et 738 autres personnes à la justice pour leur participation présumée au sit-in de la place Rabaa al Adawiya. Shawkan est poursuivi pour neuf chefs d’accusation forgés de toutes pièces. S’il est déclaré coupable, il risque la peine de mort.Ses audiences ont été ajournées par le tribunal plus de 40 fois. Dans le cadre d’un procès collectif, il est plus difficile de veiller à ce que le droit à un procès équitable soit garanti pour chaque accusé. Les autorités égyptiennes ont à plusieurs reprises empêché les avocats de Shawkan de consulter des documents essentiels de l’affaire.Shawkan souffre d’anémie et d’une hépatite C et son état de santé se détériore en prison. Le parquet affirme pourtant qu’il est en «très bonne santé».Plusieurs détenus ont accusé les autorités pénitentiaires de soumettre Shawkan à de mauvais traitements (agressions physiques, priver de médicaments, …).Mahmoud Abu Zeid est en détention provisoire depuis son arrestation en 2013. Au titre de la loi égyptienne, il est illégal de maintenir quelqu’un en détention provisoire pendant plus de deux ans. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications |
| Veuillez **écrire des lettres courtoises** en arabe, en anglais ou en français **aux autorités égyptiennes** (**président et ministre de l’Intérieur**), en leur demandant d’abandonner toutes les charges pesant sur Mahmoud Abu Zied et de le libérer immédiatement et sans condition, car il s’agit d’un prisonnier d’opinion détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d’expression.Priez-les instamment de lui fournir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.Engagez-les à libérer immédiatement toutes et tous les autres journalistes détenu-e-s pour le simple fait d’avoir exercé leur droit à la liberté d’expression. |
|  |
| 🡪 Vous trouverez **deux modèles de lettre** en français sur les **pages 4 et 5.** |

|  |
| --- |
| Lettre courtoise AU |
| **PRÉSIDENT:**Abdel Fattah al-SisiOffice of the PresidentAl Ittihadia PalaceCairoEGYPTFax: 00 202 – 23 91 14 41 E-Mail: p.spokesman@op.gov.eg Twitter: @AlsisiOfficial **🡪** FORMULE D’APPEL: Your Excellency / Monsieur le Président | **MINISTRE DE L’INTÉRIEUR:**Magdy Abdel GhaffarMinistry of Interior,Fifth Settlement, New CairoEGYPTFax: +202 2794 5529E-Mail: center@moi.gov.egTwitter : @moiegy**🡪** FORMULE D’APPEL: Your Excellency, / Monsieur le Ministre, |
|  |
| **COPIES À** |
| Ambassade de la République arabe d'Égypte, Elfenauweg 61, 3006 BerneFax: 031 352 06 25 / E-Mail: embassy.bern@mfa.gov.eg |

**🡪** **Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |
| --- |
| Messages de solidaritÉ |
| Les lettres et les cartes de solidarité peuvent être envoyées aux adresses suivantes.**ADRESSE**  EN ANGLAIS: 20 El-Qenawii Street, Hassan Mohamed Street behind KFC Restaurant – Faisal Street – Giza, Egypt**ADRESSE** EN ARABE: شارع القناوي المتفرع من شارع حسن محمد خلف مطعم كنتاكي شارع فيصل - محافظة الجيزة 20Veuillez inclure le message: «Freedom for Shawkan» / «حرية لشوكان» / «Libérez Shawkan» |

Expéditeur:

Juan Manuel Santos

Presidente de la República

Palacio de Nariño

Carrera 8 No.7-26

Bogotá

Colombia

Lieu et date :

SUJET : COMMUNAUTÉ DE PAIX DE SAN JOSÉ DE APARTADÓ

Monsieur le Président,

Depuis la création en 1997 de la *Communauté de paix de San José de Apartadó*, plus de 200 de ses membres ont été tué·e·s ou ont fait l’objet d’une disparition forcée. Ses membres sont constamment en danger. La majorité des homicides ont été perpétrés par des membres de groupes paramilitaires, qui agissent souvent avec le soutien ou le consentement de membres des forces armées.

Depuis la fin de l'année 2016, l'activité paramilitaire s'est accrue, ce qui met de plus en plus en danger les membres de la communauté de paix et les habitant·e·s des environs.

Je suis très préoccupé·e par cette situation et je vous demande, Monsieur le Président, de **prendre de toute urgence des mesures pour protéger le droit à la vie et à l'intégrité physique de Gildardo Tuberquia, de l’ensemble des membres de la *Communauté de paix de San José de Apartadó***et des autres civils de la région qui ont indiqué avoir reçu des menaces.

Veuillez conduire dans les meilleurs délais **une enquête impartiale sur l'agression de German Graciano Posso**, en publier les résultats et déférer les responsables à la justice.

Je vous demande également de **prendre sans délai des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires et ouvrir des enquêtes** sur leurs liens avec les forces de sécurité du gouvernement, conformément aux obligations internationales de la Colombie en matière de droits humains.

Merci de **respecter le principe de distinction des non-combattant**·**e**·**s** dans le cadre d’un conflit armé, notamment pour les membres de la *Communauté de paix de San José de Apartadó* et les autres civils dans la région.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République de Colombie, Zieglerstrasse 29, 3007 Berne

Fax: 031 350 14 09 / E-mail: esuiza@cancilleria.gov.co

Expéditeur:

Abdel Fattah al-Sisi

Office of the President

Al Ittihadia Palace

Cairo

EGYPT

Lieu et date :

SUJET : MAHMOUD ABU ZEID («SHAWKAN»)

Monsieur le Président,

Le photojournaliste Mahmoud Abu Zeid, connu sous le nom de «Shawkan», est en détention provisoire depuis son arrestation en 2013.

Le 11 août 2015, le parquet a déféré Shawkan et 738 autres personnes à la justice pour leur participation présumée au sit-in de la place Rabaa al Adawiya. Ses audiences ont été ajournées par le tribunal plus de 40 fois.

Shawkan souffre d’anémie et d’une hépatite C et son état de santé se détériore en prison.

Mahmoud Abu Zeid est un **prisonnier d’opinion**. Il est poursuivi pour neuf chefs d’accusation forgés de toutes pièces, et il risque la peine de mort s’il est condamné.

Je suis très préoccupé·e par cette situation et je vous demande, Monsieur le Président, d’**abandonner toutes les charges pesant sur Mahmoud Abu Zied et de le libérer immédiatement et sans condition**, car il s’agit d’un **prisonnier d’opinion** détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d’expression.

Je vous prie instamment **- en attendant sa libération - de lui fournir tous les soins médicaux** dont il pourrait avoir besoin.

Finalement je vous demande de vous engager à **libérer immédiatement tous les autres journalistes** détenus pour le simple fait d’avoir exercé leur droit à la liberté d’expression.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République arabe d'Égypte, Elfenauweg 61, 3006 Berne

Fax: 031 352 06 25 / E-Mail: embassy.bern@mfa.gov.eg

Expéditeur:

Magdy Abdel Ghaffar

Ministry of Interior,

Fifth Settlement, New Cairo

EGYPT

Lieu et date :

SUJET : MAHMOUD ABU ZEID («SHAWKAN»)

Monsieur le Ministre,

Le photojournaliste Mahmoud Abu Zeid, connu sous le nom de «Shawkan», est en détention provisoire depuis son arrestation en 2013.

Le 11 août 2015, le parquet a déféré Shawkan et 738 autres personnes à la justice pour leur participation présumée au sit-in de la place Rabaa al Adawiya. Ses audiences ont été ajournées par le tribunal plus de 40 fois.

Shawkan souffre d’anémie et d’une hépatite C et son état de santé se détériore en prison.

Mahmoud Abu Zeid est un **prisonnier d’opinion**. Il est poursuivi pour neuf chefs d’accusation forgés de toutes pièces, et il risque la peine de mort s’il est condamné.

Je suis très préoccupé·e par cette situation et je vous demande, Monsieur le Ministre, d’**abandonner toutes les charges pesant sur Mahmoud Abu Zeid et de le libérer immédiatement et sans condition**, car il s’agit d’un **prisonnier d’opinion** détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d’expression.

Je vous prie instamment **- en attendant sa libération - de lui fournir tous les soins médicaux** dont il pourrait avoir besoin.

**Copie:**

Ambassade de la République arabe d'Égypte, Elfenauweg 61, 3006 Berne

Fax: 031 352 06 25 / E-Mail: embassy.bern@mfa.gov.eg

Finalement je vous demande de vous engager à **libérer immédiatement tous les autres journalistes** détenus pour le simple fait d’avoir exercé leur droit à la liberté d’expression.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l’expression de ma haute considération.